

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

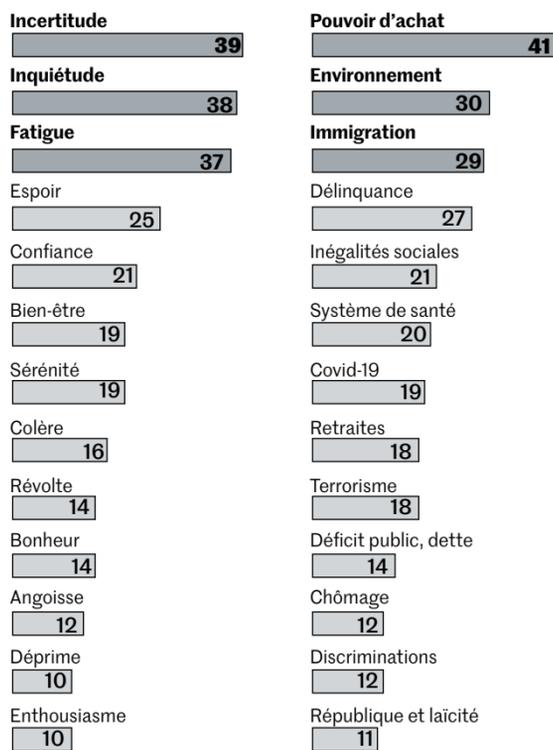
L'état d'esprit et les préoccupations des Français

Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit aujourd'hui ? (Plusieurs réponses possibles).

Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus quand vous pensez à la situation du pays ?

Part des 3 premières réponses données par la personne interrogée, en %

En % des personnes interrogées (réponses supérieures à 10 %)



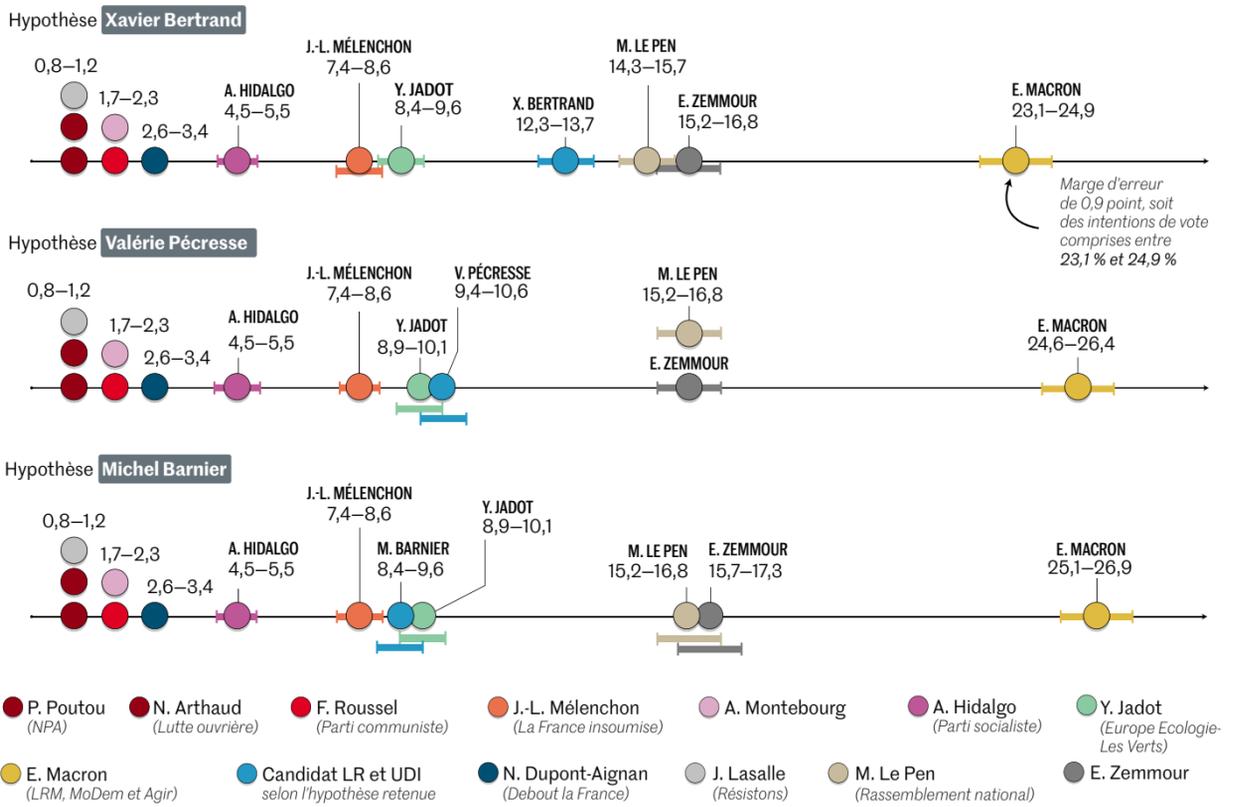
Sondage Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et Sciences Po, réalisé par Internet du 7 au 13 octobre 2021 sur un échantillon de 16 228 personnes représentatif (méthode des quotas) de la population française, inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus.

Infographie Le Monde

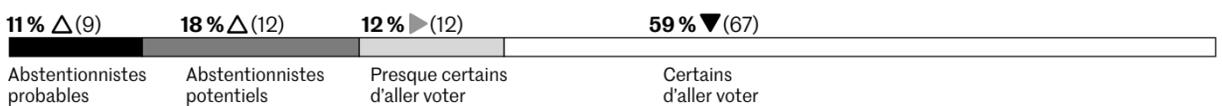
Les intentions de vote au premier tour de la présidentielle selon trois hypothèses

Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, quel est celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au premier tour ?

En % (base : de 8 541 à 8 888 personnes certaines d'aller voter et ayant exprimé une intention de vote). Marge d'erreur comprise entre 0,2 et 0,9 point. Seules les marges d'erreur des candidats dont les intentions de vote sont supérieures ou égales à 5 % sont visuellement représentées.



L'intention d'aller voter au premier tour (▲▼ rappel de l'enquête de septembre 2016)



Présidentielle : les oppositions éparpillées

L'irruption de Zemmour rebat les cartes au sein de l'extrême droite, montre la nouvelle vague du sondage Ipsos-Sopra Steria pour « Le Monde ». Contrairement au mois d'avril, le jeu politique n'est plus dominé par le duel entre Macron et Le Pen

Asix mois du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, le paysage politique n'a jamais été aussi morcelé. C'est le principal enseignement de la deuxième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre d'études de la vie politique française de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean-Jaurès pour Le Monde. La force de ce panel est son amplitude puisque l'échantillon utilisé est de 16 228 personnes. Les intentions de vote sont calculées à partir des sondés « certains d'aller voter ayant exprimé une intention de vote » (entre 8 541 et 8 888, selon les différentes hypothèses étudiées). Résultat : les marges d'erreur sont très faibles, comprises en 0,2 et 0,9 point.

Alors que la précédente vague, en avril, montrait un monde politique dominé par le duel attendu entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, six mois plus tard, tout a changé. Certes, le président sortant semble toujours aussi solidement arrimé, avec environ un quart des suffrages, quel que soit le scénario (selon le candidat de droite qui sera désigné en décembre et la candidature ou non d'Eric Zemmour).

Mais la dynamique autour de l'ancien journaliste du Figaro – qui n'est toujours pas officiellement déclaré dans la course à l'Élysée –

rebat les cartes. D'abord à l'extrême droite puisque M. Zemmour fait jeu égal avec Marine Le Pen (tous deux autour de 16 % des intentions de vote) mais aussi pour l'ensemble des oppositions. En effet, la division du camp nationaliste autour de deux candidats a un effet mécanique : abaisser le niveau du « ticket d'entrée » au second tour. Alors qu'en avril, il se situait à environ 25 %, il est désormais autour de 16 %. Le jeu est ouvert comme jamais et chacun des outsiders espère bien en profiter pour tirer son épingle du jeu, la droite au premier chef.

MILITANTS LR ÉCHAUDÉS

Dans l'opposition depuis dix ans, le parti Les Républicains (LR) doit désigner, lors d'un congrès le 4 décembre, celui ou celle qui le représentera. L'enquête a testé les trois principaux prétendants à l'investiture, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse et Michel Barnier. Entre ces trois personnalités, c'est le président des Hauts-de-France qui pourrait espérer obtenir une place qualificative : il recueillerait entre 12,3 % et 13,7 %, en tenant compte de la marge d'erreur. M. Bertrand distance ses concurrents puisque Valérie Pécresse obtiendrait entre 9,4 % et 10,6 % et Michel Barnier, entre 8,4 % et 9,6 %.

Dans l'hypothèse – de plus en plus improbable – d'une non-candidature d'Eric Zemmour, les voix

se portant sur l'un de ces trois candidats oscilleraient entre 11,3 % et 16,8 % des voix. Mais dans ces scénarios, la qualification resterait largement hors d'atteinte puisque Marine Le Pen obtiendrait entre 23,1 % et 25,9 % des suffrages, arrivant derrière Emmanuel Macron (entre 25,1 % et 29 %, selon quel candidat de droite est désigné).

M. Bertrand bénéficie de sondages favorables depuis plusieurs mois, y appuyant sa stratégie de désignation. Il met en avant qu'il est celui autour de qui les espoirs d'une qualification au second tour sont les plus importants. Pas sûr que ce sera suffisant pour convaincre les militants LR, échaudés par son départ en 2017.

Autre enseignement de cette enquête : la droite française est dans une situation de grande faiblesse électorale. A titre de comparaison, le panel Ipsos de novembre 2016 – réalisé avant la désignation de François Fillon par une primaire ouverte – donnait des intentions de vote pour les

candidats LR allant de 21 % à 36 %, selon les hypothèses. Finalement, M. Fillon finira en troisième position, avec 20,01 % des voix au soir du premier tour.

IMAGE DÉSASTREUSE

Mais la situation de la droite rendrait presque jalouse la gauche, qui ne parvient toujours pas à incarner une alternative crédible à Emmanuel Macron. Éparpillée en sept candidatures, rassemblant environ 28 % des suffrages, elle semble condamnée à jouer les seconds rôles. Si l'on met de côté les candidatures recueillant moins de 2 % des intentions de vote (Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière, Philippe Poutou pour le Nouveau Parti anticapitaliste, Fabien Roussel pour le Parti communiste et l'ancien socialiste Arnaud Montebourg), c'est Yannick Jadot qui fait la course en tête, recueillant entre 8,4 % et 10,1 %, selon les scénarios LR et avec M. Zemmour candidat.

C'est symboliquement important pour l'écologiste : désigné sur le fil face à Sandrine Rousseau lors d'une primaire en septembre, il dépasse aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon (entre 7,4 % et 8,6 %). Un avantage pour M. Jadot, qui entend pousser pour un rassemblement de la gauche non mélenchoniste autour de sa candidature. Il peut être aidé en cela par les mauvais scores d'Anne Hidalgo qui ne parvient pas à trouver de dynamique, étant créditée de 4,5 % à 5,5 %.

Au-delà de ces mauvais résultats, l'image des candidats de gauche est aussi désastreuse. A l'affirmation « a l'étoffe d'un président », M. Mélenchon recueille ainsi 19 % de « oui », M. Jadot et M^{me} Hidalgo, 16 %. Soit beaucoup moins que tous les autres candidats, Marine Le Pen et Eric Zemmour compris.

En outre, ils sont 53 % des sondés à estimer que M. Mélenchon les inquiète, quand 25 % le pensent pour Yannick Jadot et 37 % pour Anne Hidalgo.

La gauche a, en revanche, une bonne raison de garder espoir : les deux principales préoccupations des Français rejoignent les grands axes des programmes de cette famille politique. Ainsi, le pouvoir d'achat arrive en tête (41 %, soit une augmentation de 11 points par rapport à avril) puis l'environnement (30 % contre 28 % il y a six mois). Ce sont là deux thèmes que veulent mettre en avant tous les candidats de gauche depuis plusieurs semaines, preuve que leurs propositions sont en adéquation avec les attentes d'une grande part des électeurs. Suivent des thématiques plus favorables à la droite et à l'extrême droite : l'immigration (29 %, plus 5 points) et la délinquance (27 %, stable).

Une chose est sûre : dans cette opposition fragmentée, le bloc d'extrême droite semble très puissant. Dans le cas d'une candidature Zemmour, le total extrême droite, avec Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan, varie de 32,1 % à 37,5 %, selon le candidat désigné par Les Républicains. Eric Zemmour siphonne ainsi une bonne partie de l'électorat de la leader frontiste. S'il n'est pas candidat, Marine Le Pen revient à un étage autour de 25 % des intentions de vote. Ces chiffres sont une bonne nouvelle pour les candidats nationalistes : l'un et l'autre semblent en mesure de se qualifier pour le second tour de la présidentielle. Celui ou celle qui y parviendrait pourrait donc avoir une réserve de voix très importante, offrant une dynamique inédite pour ce camp politique entre les deux tours. ■

ABEL MESTRE

MÉTHODOLOGIE

A l'approche des échéances politiques de 2022, Le Monde, Ipsos-Sopra Steria, le Cevipof et la Fondation Jean Jaurès travailleront à nouveau ensemble pour scruter les évolutions de l'opinion. Ipsos a sélectionné 16 228 Français représentatifs de la population, soit plus de dix fois la jauge minimale. C'est le même échantillon qui sera interrogé à toutes les vagues. Jusqu'aux élections législatives de juin 2022, douze enquêtes, intégrant des intentions de vote mais aussi des analyses, seront publiées.

Nous entendons utiliser les intentions de vote comme un outil d'analyse pertinent à un instant T, qui ne remplace pas l'indispensable travail de terrain des journalistes. C'est dans cet esprit que nous avons décidé de montrer ces intentions de vote avec la marge d'erreur pour chaque candidat, comme le demande la loi organique votée le 29 mars 2021. Le but est de donner l'image la plus précise des dynamiques politiques en cours, en évitant l'écueil de la course de position. Dans le même but, Le Monde ne reprendra pas au quotidien les sondages publiés par les autres médias.

Suivant les recommandations de la commission des sondages, nous ne diffuserons également que des hypothèses cohérentes au moment de la conception du sondage et pas des conjectures.

Eric Zemmour, une percée, malgré des traits d'image mauvais

Le polémiste d'extrême droite, qui n'est toujours pas officiellement candidat, séduit les plus radicaux, au-delà de la « bulle médiatique »

Eric Zemmour, avant même qu'il ait déclaré sa candidature à l'élection présidentielle, réalise une percée inédite par sa rapidité et par son ampleur : obtenant selon les hypothèses entre 16 % et 16,5 % des intentions de vote, il se trouve en position de se qualifier pour le second tour. Grâce à la taille de l'échantillon et à la diversité des questions, l'analyse des plus de 1400 personnes ayant répondu veut voter pour Eric Zemmour permet de mieux cerner le phénomène... et ses limites.

Première caractéristique, l'électorat d'Eric Zemmour est idéologiquement très marqué. Ses électeurs se positionnent eux-mêmes à 65 % comme « radicaux » ou « très radicaux » contre 31 % des sondés. Ils n'ont pour principales préoccupations que l'immigration (75 %) et la délinquance (51 %) – respectivement 46 points et 24 points au-dessus de la moyenne. Inversement, ils n'accordent guère d'importance à l'environnement (12 %) ou aux inégalités sociales (7 %). Ils estiment à 96 % que l'islam est une menace pour la République et à 98 % qu'il faut fermer davantage la France sur le plan migratoire. Ils sont inquiets (21 %), révoltés (10 %) ou en colère (9 %).

Deuxième caractéristique, une partie de son électorat est solidement arimée. Grâce au panel Ipsos, on peut déterminer ce que ses électeurs déclaraient vouloir voter en avril : neuf de ses 16 points d'intentions de vote proviennent d'électeurs de Marine Le Pen (Rassemblement national), deux de Xavier Bertrand (candidat à l'investiture du parti Les Républicains), un de Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), un d'Emmanuel Macron et deux, enfin, d'électeurs qui n'avaient pas l'intention d'aller voter ou n'exprimaient pas d'intention de vote. Une partie peut demain se retirer mais le phénomène dépasse la « bulle médiatique ». 57 % de ses électeurs pensent qu'il sera qualifié pour le second tour et élu. 83 % d'entre eux estiment qu'il a l'étoffe d'un président de la République.

Fracture ancienne

Troisième caractéristique, l'électorat d'Eric Zemmour est sociologiquement assez équilibré – et c'est une force si on le compare aux électors de Marine Le Pen ou de Xavier Bertrand. Il réalise des scores relativement proches quel que soit l'âge des électeurs, de 13 % chez les moins de 35 ans à 17 % chez les plus de 60 ans, cet écart de quatre points entre les plus jeunes et les plus âgés étant de 13 points pour Xavier Bertrand.

Il réalise des scores relativement proches également entre les principales professions, de 14 % chez les CSP + à 16 % chez les

CSP –, cet écart de deux points culminant à 18 points pour Marine Le Pen.

A l'inverse, et c'est une faiblesse très importante, il est de tous les candidats celui qui connaît relativement la plus forte désaffection du vote des femmes. Marine Le Pen a réduit ce que les politologues appellent le « gender gap » et, dans cette vague, les hommes et les femmes votent en sa faveur dans les mêmes proportions. Eric Zemmour, au contraire, affiche un écart de six points entre les hommes et les femmes – l'écart montant à 13 points entre les femmes de moins de 35 ans (8 %) et les hommes de plus de 60 ans (21 %).

Au-delà, la percée d'Eric Zemmour se heurte au premier tour à la résistance de Marine Le Pen – au même niveau que lui dans les intentions de vote – et, notamment, à deux différences majeures entre ces électors. La première porte sur le social : à 57 % les électeurs de Marine Le Pen approuvent l'idée que « pour établir la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres » – exactement dans les mêmes proportions, les électeurs d'Eric Zemmour pensent le contraire. On voit ainsi réapparaître la fracture ancienne entre un Front national social et un Front national libéral.

Siphonnage des électeurs

La seconde différence tient à l'attachement des électeurs de Marine Le Pen à leur candidate : ils sont 90 % à penser qu'elle a « l'étoffe d'une présidente de la République » contre 26 % seulement pour Eric Zemmour ; ils sont 59 % à penser qu'elle sera qualifiée au second tour et élue contre 11 % seulement pour Eric Zemmour. En d'autres termes, la deuxième phase du siphonnage des électeurs de Marine Le Pen par Eric Zemmour sera infiniment plus difficile que la première.

L'enquête révèle d'autres limites, plus profondes, a fortiori dans l'hypothèse où Eric Zemmour se qualifierait pour le second tour. D'une part, les sondés positionnent Eric Zemmour exactement au même point que l'ancienne présidente du Rassemblement national, c'est-à-dire à l'extrême droite. Sur une échelle de zéro à dix, zéro signifiant très à gauche et dix très à droite, les personnes interrogées les positionnent en moyenne l'un et l'autre à 8,8 – 65 % d'entre eux positionnent Eric Zemmour sur les cases neuf et dix alors que 11 % d'entre eux se positionnent dans cet espace-là.

D'autre part, et peut-être surtout, ses traits d'image sont mauvais. Sur la totalité du panel, 70 % des sondés répondent qu'il n'a pas l'étoffe d'un président de la République – il est sur cette question 37 points derrière Emmanuel Macron et même dix points derrière Marine Le Pen. 57 % des Français disent qu'Eric Zemmour les inquiète et 71 % qu'il ne donne pas une bonne image de la France à l'international – sur ces deux questions il est celui qui réalise les pires performances. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS)
ET BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR
GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSON)

Fragmentées, les gauches sont reléguées au second plan

A six mois du scrutin, l'éparpillement des candidatures et la faiblesse des intentions de vote ne permettent à aucune personnalité d'émerger

La question qui lui était posée sur France Inter, l'ancien président socialiste François Hollande répondait, le 20 octobre, qu'à son sens, la gauche « faisait comme si » elle avait déjà perdu l'élection présidentielle à venir. Prophétie ou constat cinglant d'une pré-campagne qui voit les candidats de gauche à la peine ? Les résultats de l'enquête Ipsos pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et *Le Monde* confirment la fragmentation des gauches à un niveau historique. Jamais, à six mois d'un scrutin présidentiel, la somme des intentions de vote pour les candidatures de ce côté de l'échiquier n'a atteint un si faible score : 28 % pour l'ensemble des gauches.

Malgré la percée des Verts aux élections européennes et municipales et la résistance du Parti socialiste lors des élections régionales et départementales, seul un quart de l'électorat français juge aujourd'hui souhaitable que le pays soit dirigé par un leader de gauche. Les causes sont à la fois sociologiques et conjoncturelles.

Une gauche embourgeoisée

Commençons par l'évolution de la sociologie du vote de gauche. Dans *Clivages politiques et inégalités sociales* (Seuil, 624 p., 25 euros), Thomas Piketty et ses co-auteurs avancent l'argument d'une gauche de gouvernement qui a trahi son électorat naturel, celui qui est attentif à des programmes prônant

SEUL UN QUART DE L'ÉLECTORAT JUGE AUJOURD'HUI SOUHAITABLE QUE LE PAYS SOIT DIRIGÉ PAR UN LEADER DE GAUCHE

d'avantage de justice et moins d'inégalités. Ils font le constat d'une gauche qui s'est embourgeoisée au gré de politiques faiblement distributives et de coalitions d'intérêts avec le capitalisme. Ce diagnostic n'est pas sans rappeler la note publiée en 2011 par le think tank Terra Nova suggérant une stratégie de conquête des classes moyennes supérieures comme clé de voûte de l'accès au pouvoir pour la gauche.

L'alignement du Parti socialiste sur cette stratégie a provoqué son affaiblissement et accéléré la transformation du vote de classe. La candidate Anne Hidalgo, créditée de 5 % d'intentions de vote, réalise ses meilleurs scores dans deux catégories socioprofessionnelles : les cadres supérieurs (7,6 %) et les professions intermédiaires (7,9 %). Les ouvriers (2,9 %) et les employés (4,4 %) lui préférant l'abstention ou l'extrême droite.

La situation est semblable pour Yannick Jadot (9 % d'intentions de vote), qui séduit davan-

tage les catégories supérieures (13,3 %) que les catégories défavorisées (7,7 %). Curieusement, il en va de même pour le candidat communiste Fabien Roussel, qui ne parvient pas à rallier le vote des ouvriers et des inactifs. Sur ce terrain, Jean-Luc Mélenchon entretient l'espoir d'un vote de classe qui semble de moins en moins objectif par la seule condition sociale, mais davantage par la place des affects. La gauche semble avoir abandonné le vote des catégories sociales les plus malheureuses et insatisfaites, offrant à l'extrême droite un réservoir de suffrages.

Défaite sur le terrain des idées

D'autres causes sont conjoncturelles. L'impossibilité, à gauche, de s'entendre sur une seule candidature témoigne – au-delà des ambitions personnelles et partisans – d'une défaite sur le terrain des idées et des priorités d'action publique. L'exemple le plus manifeste est celui du clivage entre les partisans de l'Etat-providence et ceux de l'économie de marché.

Longtemps, cela a structuré l'opposition entre la droite et la gauche. La gestion de la crise sanitaire par le président de la République au nom du « quoi qu'il en coûte » a coupé l'herbe sous le pied de la gauche. Les filets de protection économique déployés durant la crise auraient pu être la colonne vertébrale d'un programme porté par ses candidats si l'exécutif n'avait pas réhabilité le rôle de

l'Etat, certes le temps d'une crise. Le débat ne peut donc se construire entre une opposition au marché ou un soutien inconditionnel à l'Etat.

Sans boussole économique, l'électorat de gauche se déclare de plus en plus méfiant sur la capacité de l'Etat à les sortir, eux ou leur entourage, d'une condition figée. A cet égard, 60 % des électeurs socialistes (contre 53 % des électeurs écologistes et 45 % de La France insoumise) soutiennent une plus grande ouverture de la France sur le plan économique.

La difficulté des candidats de gauche à prendre position sur les enjeux liés aux inégalités et aux diverses formes d'injustices réelles ou perçues (ciment de la défiance) accélère le désalignement entre deux électors : l'un structurellement à gauche car épris d'égalité et de progrès social, et l'autre potentiellement de gauche qui dispose de capital social et économique plus tenté par une offre du centre ou de la droite pour préserver ses acquis (soit environ 25 % de l'électorat se positionnant à gauche).

Si, pour certains, les gauches sont irrécyclables, la présence d'un grand nombre de candidatures, réelles ou présentes, pour ce scrutin offre un argument de maïeutique électorale susceptible de les reconcilier : le seuil de qualification au second tour diminue à mesure que l'offre s'enrichit. ■

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

L'illusion d'optique de la radicalité

Si les Français semblent s'être droitisés, ils ne demandent pas une rupture de société

La radicalité serait une caractéristique omniprésente de l'élection présidentielle de 2022. Dans les propositions qui émergent de la campagne électorale. Dans la tonalité qui se dégage des débats médiatiques. Dans la percée spectaculaire des intentions de vote en faveur d'Eric Zemmour. Enfin, et surtout, chez les Français eux-mêmes.

La deuxième vague du panel électoral permet d'apporter des éléments de réponse et, par des entrées différentes, d'arriver à une même conclusion : cette demande de radicalité est en réalité une dangereuse illusion d'optique.

Le positionnement politique des Français est-il plus extrême ?

Pour répondre à cette question, il est utile d'analyser précisément la manière dont les sondés se positionnent sur un axe gauche-droite – o signifiant « très à gauche » et 10 « très à droite » – et comment cet auto-positionnement a évolué. La conclusion est claire. D'un côté, depuis 2015, date de création du panel, la société française s'est droitisée : aujourd'hui, 44,9 % des personnes interrogées se situent sur les cases 6 à 10 contre 42,6 % en novembre 2015, soit une progression de 2,3 points. D'un autre côté, par rapport à l'avant-présidentielle précédente, la société française ne s'est pas extrémisée ou radicali-

sée : l'extrême gauche (0-1) représente 4,8 % des Français contre 5,9 % en mars 2017 et l'extrême droite (9-10) 10,7 % aujourd'hui contre 12,7 % en mars 2017 – soit, au total, un recul de 3,3 points.

L'état d'esprit des Français est-il à la révolte ou à la colère ?

Treize qualificatifs, représentant une large gamme de sentiments, ont été proposés aux personnes interrogées. Il leur a été demandé de choisir les trois qui correspondaient le mieux à leur état d'esprit. Que conclure, là encore, de ces données ? Avec 14 % chacune, la révolte et la colère se situent au même niveau que le bonheur, derrière la sérénité (18 %), le bien-être (19 %), la confiance (21 %). Puis viennent l'espoir (25 %), et, encore plus loin, la fatigue (37 %), l'inquiétude (38 %) et l'incertitude (39 %). En d'autres termes, la révolte et la colère restent des sentiments secondaires.

Les Français se définissent-ils comme modérés ou comme radicaux ?

C'est une question inédite qui leur a été posée : se positionner sur une échelle allant de modéré à radical (0 signifiant « très modéré » et 10 « très radical »). Globalement, les Français ne sont qu'une minorité à se positionner comme radicaux (31 %), la majorité se situant sur les cases ni modéré ni radical

(47 %). Dans le détail, d'un point de vue sociologique, on constate que ni l'âge, ni la profession, ni la catégorie d'agglomération ne constituent des critères discriminants mais que, en revanche, les hommes (36 %) sont bien plus nombreux que les femmes (25 %) à se positionner comme radicaux.

D'un point de vue politique, la radicalité est davantage revendiquée à droite qu'à gauche. 45 % des répondants qui se positionnent très à gauche sur l'échelle gauche-droite (note de 0-1) se classent comme des radicaux, contre 81 % de ceux qui se positionnent à l'extrême droite (note de 9-10).

Lorsque l'on analyse les intentions de vote d'aujourd'hui, cette étiquette est revendiquée par 35 % des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon, 56 % de ceux de Marine Le Pen et 67 % de ceux d'Eric Zemmour. Là encore, c'est donc davantage un phénomène de droitisation et d'extrémisation, notamment à droite, qui porte la radicalité qu'un phénomène de radicalisation au sens de volonté de rupture.

Les Français veulent-ils des réformes ou une rupture ?

Autre manière de documenter la même problématique, les Français interrogés devaient choisir entre un « changement de modèle de société », des « réformes profondes » et des réformes « à

la marge ». Si les tenants du statu quo ne représentent qu'un poids marginal (7 %), le plus instructif est que, là encore, la réforme (57 %) l'emporte sur la rupture (35 %).

Les tenants de la rupture ne sont pas les mêmes que les tenants de la radicalité : alors que la droite se revendiquait plus radicale, c'est la gauche qui souhaite davantage la rupture sur le modèle de société. Tel est le choix de 60 % de ceux qui se positionnent à l'extrême gauche (0-1) contre 43 % de ceux qui se positionnent à l'extrême droite (9-10). C'est également le choix de 58 % des électeurs potentiels de M. Mélenchon contre 40 % de ceux de M. Zemmour et 42 % de ceux de M^{me} Le Pen.

Dans un pays fatigué par seize mois de pandémie et qui n'est plus en colère comme il l'était en 2018, a fortiori quand le pouvoir en place ne fait plus de réformes importantes et clivantes, la logique profonde de l'opinion n'est pas d'aller vers toujours plus de radicalité, contrairement aux analyses de la doxa ambiante.

Cela ne veut nullement dire que le pays est apaisé : il est, au contraire, mécontent et demande des réformes profondes, dans des directions parfois diamétralement opposées, entre volonté de rupture et volonté de retour à un ordre d'antan. ■

GILLES FINCHELSTEIN
ET BRICE TEINTURIER

70 % DES SONDES RÉPONDENT QU'ERIC ZEMMOUR N'A PAS L'ÉTOFFE D'UN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE